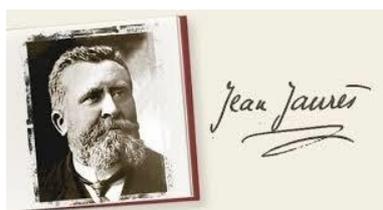


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1463>



Service public et luttes sociales - Un texte de Jaurès

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : vendredi 13 avril 2018

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

En 1908, la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest fait faillite et l'Etat la rachète. En 1911, à la suite de quelques accidents, une campagne de presse a lieu contre ce nouveau service public. Le 19 février 1911, dans l'Humanité, Jaurès réagit et synthétise sa réflexion sur « services publics et classe ouvrière » dans le texte ci-dessous qui, même si on tient compte du décalage historique est encore assez opportun.

Voilà donc que, s'armant des accidents de l'Ouest-Etat, toute la presse capitaliste se rue contre les services publics. Tous les accapareurs, tous les monopoleurs, tous ceux qui, après avoir volé à la nation de magnifiques richesses, voudraient accaparer, monopoliser et voler encore, tous ceux qui guettent, pour des concessions nouvelles, les minerais de l'Ouzenz, le charbon et les minerais de Meurthe-et-Moselle, l'or de gisements multiples, tous ceux qui veulent, sans être dérangés dans leur spéculation, capter les forces hydrauliques, génératrices de lumière et de mouvement, tous ceux-là, formés en cohorte, voudraient bien persuader la France que l'Etat démocratique est à jamais incapable de gestion industrielle, et qu'il faut laisser à des compagnies privilégiées les richesses déjà usurpées par elles, leur livrer toutes les richesses nouvelles.

Est-ce que le peuple ouvrier et paysan sera dupe de ces manoeuvres ? Est-ce qu'il se laissera tromper et dépouiller une fois de plus ? Est-ce que, à l'heure même où partout dans le monde s'accroît la politique de nationalisation et de municipalisation, la France proclamera son incompetence, son inaptitude, et consacra les prétentions de la féodalité qui la rançonne et qui l'asservit ? Quiconque pactiserait, directement ou indirectement, avec cette manoeuvre des capitalistes, commettrait un véritable crime.

Ah ! Qu'on dénonce les erreurs de l'Ouest-Etat ; qu'on en recherche la cause ; qu'on projette sur toutes les responsabilités une lumière implacable ; qu'on instruisse le procès de l'ancienne Compagnie qui a créé par calcul un état de fait intolérable, et qu'on révèle les fautes de la bureaucratie qui a sans doute construit trop vite, sur une base pourrie, un régime nouveau ; qu'on demande des comptes à ceux qui, par complaisance pour la Compagnie, ou par la plus coupable négligence, n'ont pas fait procéder à l'examen sérieux de la voie et du matériel, à l'inventaire exact qui aurait permis, dans le règlement financier du rachat, de rabattre les prétentions démesurées des actionnaires et qui aurait constitué pour le régime nouveau, un avertissement de prudence ; qu'on mette un terme à la discorde, à la défiance réciproque du personnel de l'ancien Etat et du réseau racheté ; qu'on organise, par une participation plus effective du personnel, du Parlement, du public lui-même représenté par des délégués élus à cet effet et par des membres des grandes associations commerciales, industrielles, syndicales, un contrôle plus efficace ; qu'on ne craigne pas de procéder rapidement, au prix de l'effort financier nécessaire, au bon aménagement du réseau.

Oui, mais qu'on ne permette pas à une oligarchie avide d'exploiter de récentes catastrophes, dont elle est pour une large part responsable, d'agrandir encore aux dépens de tous son domaine féodal. Et que jamais aussi les socialistes ne donnent à la nécessaire critique de l'Etat bourgeois, qu'il dépend d'ailleurs de nous de faire tous les jours moins bourgeois, une telle forme que le monopole du Capital s'en trouve réjoui et fortifié. Les travailleurs de la voie ferrée ont vu juste lorsque l'autre jour, dans leur congrès syndical, déjouant l'intrigue réactionnaire, ils ont demandé, non seulement que le réseau de l'Ouest-Etat ne fût pas rétrogradé, mais que l'ensemble des réseaux fût nationalisé. Il y a pour la classe ouvrière tout entière un intérêt vital à ce que des services publics démocratiquement gérés se substituent aux monopoles capitalistes et à ce qu'ils fonctionnent excellemment par le concours et le dévouement de tous. D'abord, les travailleurs y peuvent conquérir, pour eux-mêmes, plus de garanties. Dans une démocratie, l'Etat, si bourgeois qu'il soit encore, ne peut pas méconnaître les droits et les intérêts des salariés aussi pleinement et cyniquement que les monopoles privés. L'ancien Ouest-Etat avait devancé toutes les compagnies dans les réformes favorables au personnel : et maintenant, sur le réseau racheté, les réintégrations des cheminots sont à peu près complètes, tandis que les Compagnies bafouant le pouvoir, le Parlement, la conscience publique,

opposent à toute demande de réintégration la fin de non-recevoir la plus despotique et la plus injurieuse. De plus, l'Etat prépare en ce moment même, pour son personnel, un régime de salaire meilleur que celui des Compagnies. Mais ce n'est pas tout ; et le Parlement a intérêt, pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste, à ce que de grands services publics, administrés selon des règles de démocratie et avec une large participation de la classe ouvrière à la direction et au contrôle, fonctionnent exactement et puissamment. Il n'est pas indifférent que la preuve soit faite que de vastes mécanismes industriels peuvent fonctionner dans que les magnats du Capital y aient la main. Si éloignés que soient les services publics de ce que sera l'organisation collectiviste, ils en sont plus près, dans un pays de démocratie et d'organisation ouvrière, que les monopoles privés. Ils sont une première forme d'action collective. Ils supposent chez tous ceux qui y concourent et qui doivent coordonner leurs efforts sans la brutale discipline d'autrefois, ce sens des responsabilités, ce souci de l'oeuvre commune sans lesquels le mécanisme collectiviste défailirait. Les services publics démocratisés peuvent et doivent avoir ce triple effet d'amoinrir la puissance du capitalisme, de donner aux prolétaires plus de garanties et une force plus directe de revendication, et de développer en eux, en retour des garanties conquises, ce zèle du bien public qui est une première forme de la moralité socialiste et la condition même de l'avènement d'un ordre nouveau. Que les prolétaires défendent donc vigoureusement les services publics contre les campagnes systématiques de la presse bourgeoise, et contre les déceptions que produit dans la classe ouvrière elle-même une première application maladroite et arrogamment bureaucratique du régime de la nationalisation. Qu'ils ne livrent pas l'Etat aux oligarchies ; mais qu'ils s'efforcent, en élargissant le domaine de l'Etat, d'accroître leur action dans l'Etat et sur l'Etat par le développement de leur organisation syndicale et de leur puissance politique. Il y a là un élément nécessaire de la politique d'action de vaste et profonde « réalisation » que le Parti socialiste sera tenu de proposer à la démocratie française à mesure que le radicalisme décomposé manifesterà son impuissance essentielle.

Pour une relecture contemporaine de ce texte, au regard d'événements récents, lire cet article de Matthieu Lépine :

<http://matthieulepine.wordpress.com/2014/06/25/reforme-ferroviaire-hollande-pietine-de-nouveaujaures/>

Pour un éclairage de ce texte conduisant à une synthèse sur la « Conception jaurésienne de la propriété sociale », lire aussi cet article d'Alain Boscus :

http://www.jaures.info/dossiers/dossiers.php?val=28_conception+jauresienne+propriete+sociale